



« Zoug est pour la cryptovallée ce que Palo Alto est pour la Silicon Valley », estime Mathias Ruch dans l'espace de cotravail de Crypto Valley Venture Capital, à Zoug.

« Même ses adversaires ne peuvent pas ignorer la blockchain »

Pour l'investisseur Mathias Ruch, la technologie blockchain s'imposera malgré l'éclatement de la bulle du bitcoin. La preuve : la moitié des cent plus grandes entreprises du monde et plusieurs banques mènent déjà leurs propres projets de chaînes de blocs. Interview. *Nicole Tesar*

Monsieur Ruch, Zoug était jusqu'ici connu pour sa fiscalité avantageuse et sa tourte au kirsch. Pourquoi autant d'entreprises actives dans la chaîne de blocs (ou « blockchain ») s'y établissent-elles ?

La fiscalité a certainement joué un rôle, mais pas déterminant. Tout a commencé en 2013 lorsque la société blockchain Ethereum s'est implantée à Zoug. C'est comme si Google avait installé son garage non pas dans la Silicon Valley, mais à Zoug. De nombreuses jeunes pousses ont suivi ce modèle et un écosystème constitué d'entreprises naissantes, d'investisseurs, d'avocats et d'autres prestataires s'est formé : la cryptovallée. Depuis, les effets de réseau ont attiré d'autres firmes.

Mais pourquoi Zoug ? La réglementation y était-elle plus laxiste ?

Non, mais l'attitude libérale du gouvernement zougais a certainement aidé. Grâce à ce secteur qui s'est implanté dans ce canton au fil du temps, on reste ouvert à l'inconnu et on se demande comment aider les entreprises au lieu de les freiner. C'est ce qui ressort lorsqu'on interroge les sociétés blockchain. Entre Singapour et Zoug, bon nombre d'entre elles ont opté pour Zoug.

Qu'est-ce qui a parlé en faveur de la Suisse comme lieu d'implantation ?

Le fait que l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (Finma) ait communiqué rapidement, comparé à d'autres pays, que l'on voulait adopter une attitude ouverte et tolérer par principe les modèles d'affaires de la chaîne de blocs. Cela a induit une sorte de sécurité juridique en 2017 déjà – certes pas généralisée, mais bien réelle. La Finma a ensuite édicté des

directives concrètes, utiles pour de nombreuses entreprises. En outre, la Suisse possède un droit des fondations intéressant.

Pourquoi ce point est-il déterminant ?

Le droit suisse des fondations place les droits de propriété dans les mains de l'organisation elle-même, rendant difficile l'accès depuis l'extérieur. Et même si cela paraît kitsch, la structure fédéraliste de la Suisse avec ses cantons et ses communes était très inspirante pour ces pionniers étrangers. Ces mécanismes de consensus liés à la structure décentralisée de la Suisse les ont totalement fascinés. Et ce n'était pas peu dire, car les premières cryptomonnaies étaient une sorte de projet anarchiste : il s'agissait de changer le système financier de fond en comble et de modifier les rapports de force. Selon ces pionniers, il y a pour cela besoin de structures décentralisées.

Des entreprises blockchain sont aujourd'hui aussi présentes en Suisse romande et au Tessin. Est-ce une nouvelle tendance ?

La Suisse compte quelque 750 sociétés blockchain, dont 400 dans la région de Zoug-Zurich. Comme les premières applications venaient du secteur financier, il était logique que ces entreprises s'implantent dans le centre financier zurichois. Mais

Mathias Ruch

Mathias Ruch (42 ans) a cofondé et dirige le premier investisseur dans la blockchain de Suisse, Crypto Valley Venture Capital, à Zoug. Il œuvre depuis 20 ans dans le domaine des jeunes pousses numériques comme entrepreneur et investisseur. Il est en outre initiateur, membre du comité et président du conseil d'experts de la Swiss Blockchain Federation, un partenariat public-privé qui vise à promouvoir l'attractivité de la Suisse en tant que plaque tournante mondiale des blockchains.

Genève est aussi très active. Et des évolutions très intéressantes ont lieu au Tessin, à Neuchâtel, à Glaris, à Bâle et à Berne. Le fait que l'ancien conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann ait appelé de ses vœux la naissance d'une «crypto-nation» offre sûrement une part d'explication. On s'est fixé l'objectif que la Suisse joue un rôle de précurseur et ça a marché. Pour que des pôles de développement comme le Tessin ou Genève puissent grandir, il faut, outre la réglementation et l'aspect fiscal, une communauté composée de jeunes pousses, de prestataires de services, d'universités, etc. Zoug reste à cet égard le cœur de cette communauté, comme Palo Alto pour la Silicon Valley.

Vous avez fondé et dirigez Crypto Valley Venture Capital (CV VC), active depuis 2018 et issue de l'investisseur spécialisé dans les jeunes pousses Lakeside Partners. En quoi le moment était-il favorable à l'émergence du premier incubateur de chaînes de blocs ?

Nous avons constaté que les projets de la cryptovallée avaient un niveau de maturité très bas comparé à d'autres jeunes pousses. Cela n'a aucun sens de donner 50 millions à quelqu'un pour une idée dont la description tient sur trois pages avec un site Internet en couleur et trois

personnes qui veulent la concrétiser. Nous avons donc d'abord voulu investir dans l'écosystème en ouvrant un espace de cotravail. Nous nous sommes dit que nous mettrions le concept d'incubateur en œuvre dès que d'autres projets se présenteraient et lorsque tout deviendrait un peu plus solide. Nous avons observé les premiers signaux dans ce sens au début de 2018.

Que fait exactement votre entreprise ?

Nous investissons dans les différentes phases du cycle de vie d'une jeune pousse, en procédant à une «incubation» dans la phase initiale de l'entreprise : nous observons 500 jeunes pousses blockchain dans le monde entier et en choisissons jusqu'à vingt, qui viennent suivre un programme de dix semaines à Zoug. Ce programme de mentorat vise à les amener à un certain niveau en dix semaines, à les accompagner sur le plan du contenu et à les sensibiliser à l'aspect juridique. Les modèles d'affaires utilisant des «tokens» (ou «jetons», ndlr) nécessitent un savoir-faire que la plupart des jeunes pousses sous-estiment. Nous investissons jusqu'à 125 000 francs dans chacune d'elles et recevons des parts en contrepartie.

D'où viennent ces jeunes pousses ?



En majorité d'Europe, mais aussi des États-Unis, de Chine, d'Inde et d'Afrique.

Et la Suisse ?

La Suisse est en tête de liste avec près de 20 % des candidatures. C'est remarquable par rapport au nombre d'habitants du pays.

Les investisseurs investissent dans leur entreprise et pas dans des projets concrets. Mais vous, décidez-vous quel projet reçoit quelle somme ?

Les deux. Mais, de manière générale, CV VC fonctionne selon le modèle du dépistage des opportunités d'investissement pour nos investisseurs ; nous investissons ensuite tous ensemble exactement comme dans un fonds de placement. En tant qu'entreprise de capital-risque de la prochaine génération, nous estimons particulièrement important de reprendre des structures et des processus établis. Il y a bien entendu chez nous un comité d'investissement qui sélectionne les projets. Les investisseurs connaissent donc à l'avance selon quel système nous investissons.

Qui sont ces investisseurs ?

Des investisseurs privés, des gestionnaires de grandes fortunes et des entreprises. Certains viennent de la sphère Internet, d'autres de l'ancienne économie. Beaucoup recherchent des possibilités d'investissement dans des projets de chaînes de blocs sans devoir se préoccuper des détails. La complexité de ce domaine encore jeune ne doit pas être sous-estimée. Nous proposons une sorte de « forfait sans souci » aux investisseurs.

Pouvez-vous expliquer à un profane ce qu'est une blockchain ?

En fait, on ne doit pas savoir comment fonctionne cette technologie. Savez-vous en détail comment fonctionne votre smartphone ?

Non, mais j'aimerais bien entendre un expert expliquer ce qu'est une chaîne de blocs.

Finalement, aucune des technologies utilisées n'est entièrement nouvelle. C'est une combinaison de technologies qui existent depuis des décennies. Le stockage décentralisé des données est le plus important. Celles-ci sont sauvegardées

simultanément, sous une forme identique, sur différents ordinateurs. Plus il y a de lieux de stockage qui participent à ce système, plus il y a de copies et plus il est difficile de modifier ces données.

Et quelles sont les autres technologies ?

La cryptographie, qui permet de coder les données et les rend ainsi très sûres. Il y a aussi les « algorithmes de consensus » sur l'ensemble du processus : lorsque les ordinateurs participants s'entendent sur la validité d'une configuration, celle-ci sera stockée de manière identique sur tous les ordinateurs. Si quelqu'un voulait modifier cette configuration, il devrait s'attaquer à la majorité de ces ordinateurs en même temps. C'est pratiquement impossible.

Quels autres avantages la chaîne de blocs offre-t-elle ?

Elle rend les processus plus efficaces, les intermédiaires superflus et les produits ou services plus avantageux sur le marché. Il n'y a en outre plus besoin de relation de confiance entre deux parties contractantes, puisque la technologie l'a déjà intégrée. Finalement, grâce à la tokenisation et à la démocratisation de l'accès, tout le monde pourra acquérir des valeurs mobilières comme les actions et des biens immobiliers, jusqu'ici réservés à une élite. Un fondateur a déclaré une fois que « si vous comprenez ce qu'est une blockchain, vous ne dormirez plus ». Il voulait dire qu'avec le recours à la technologie, on commence à remettre en question les processus, les systèmes et les rôles existants. Beaucoup croient ainsi que la chaîne de blocs est capable de promouvoir le processus de démocratisation dans certains pays.

Dans quels domaines les entreprises blockchain suisses œuvrent-elles ?

Les services financiers constituent toujours une part importante, mais les possibilités d'utilisation sont vastes. Dans l'immobilier, il est notamment possible de décomposer le financement d'une maison en petites unités avec la chaîne de blocs et d'augmenter ainsi le nombre d'investisseurs potentiels. Les registres fonciers sont un autre exemple : dans les pays où la propriété n'est pas assurée par des systèmes aussi bien établis que chez nous, les propriétaires fonciers devraient prouver qu'un bien-fonds leur appartient.

Plus de 30 branches sont représentées dans notre environnement proche, de l'analyse des données au divertissement en passant par les médias. Dans ce domaine, il s'agit par exemple du paiement des redevances sur les morceaux de musique dont l'organisation était jusqu'ici très compliquée.

Nous sommes encore loin du moment où la chaîne de blocs imprégnera notre quotidien.

Probablement. Et nous ne sommes peut-être pas les mieux placés pour juger cela dans un pays privilégié comme la Suisse. Si vous vivez au Botswana ou au Venezuela et que vous n'avez pas la possibilité de prouver votre identité, d'accéder au système financier ou de faire valoir vos droits de propriété, vous penserez peut-être différemment. Si vous imaginez que presque toutes ces personnes ont aujourd'hui un smartphone et qu'elles pourraient accéder au système financier au moyen de cryptomonnaies comme le bitcoin, alors vous comprendrez la promesse que recèle cette technologie pour de nombreux individus.

De nombreux projets sont uniquement des promesses d'avenir. Des entreprises gagnent-elles déjà de l'argent avec ce système ?

Beaucoup de projets portant sur la chaîne de blocs sont de la musique d'avenir. Ici, dans notre espace de cotravail, les acteurs bénéficiaires sont encore peu nombreux. Le projet Etherisc, qui propose une assurance pour les retards et les suppressions de vols en avion, constitue une exception. On peut conclure une assurance pour un vol précis en quelques clics. Elle est stockée dans une chaîne de blocs et le paiement s'effectue automatiquement.

Il y a déjà eu des échecs. Une bulle a par exemple éclaté en 2018 dans les cryptomonnaies.

Oui, quand le cours tombe de 20 000 à 4 000 francs, comme pour le bitcoin, on a certainement affaire à l'éclatement d'une bulle. Mais c'est bien ainsi. Cette correction était nécessaire. C'était vraiment un sujet brûlant. Il est vrai qu'il n'y avait presque plus de levées de fonds en cryptomonnaie les derniers mois en Suisse. Je ne crois pas non plus qu'il y ait besoin de 2 000 cryptomonnaies différentes dans le monde.

Une bulle est-elle aussi possible dans la technologie blockchain ?

Je ne crois pas. Peu de gens savent que, parmi les cent plus grandes entreprises du monde, la moitié a ses propres projets de chaînes de blocs. Cela montre que la technologie est prometteuse. Grâce à elle, l'augmentation de l'efficacité est telle qu'elle va s'imposer à 100 %. Même ses adversaires ne peuvent pas ignorer la chaîne de blocs. Prenez les banques : l'américain JP Morgan Chase a récemment lancé le JPM-Coin pour effectuer les virements interbancaires.

On ne peut donc pas comparer l'engouement actuel avec la bulle Internet ?

Les dimensions sont complètement différentes. La capitalisation boursière dans la bulle Internet était environ 12 fois plus élevée que celle de la chaîne de blocs. Je crois que la blockchain fait le buzz, clairement. Quand des amis qui n'avaient auparavant aucune affinité avec les cryptomonnaies vous demandent tout à coup s'ils doivent investir dans le bitcoin, c'est un signe. Le discours a par ailleurs changé dans les médias et on analyse maintenant les possibilités réelles de cette technologie.

Où la chaîne de blocs se dirige-t-elle en 2019 ?

L'année 2019 sera celle du peaufinage, le secteur devient adulte. Je m'attends par exemple à des progrès importants dans le domaine fondamental. Les structures du secteur financier doivent d'abord être adaptées aux besoins des acteurs de premier plan. Cette infrastructure se forme maintenant. Nous le sentirons plus tard dans notre vie quotidienne, peut-être dans cinq ans.

Les banques sont-elles les moteurs ou les adversaires de la chaîne de blocs ?

Cela dépend à qui vous posez la question. Initialement sceptiques, quelques établissements comme JP Morgan lancent leurs propres projets d'envergure. D'autres, dont des banques en Suisse, y voient davantage de risques que de chances et pratiquent la politique de l'autruche. Personnellement, j'aimerais que la petite Suisse ait une vision un peu plus large, qu'elle fasse preuve de plus de courage face au risque.

Entretien: Nicole Tesar, corédactrice en chef.